

COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail
Section de l'Association Internationale des Travailleurs

La Lettre du C.N.T. - **MIDI-PYRENEES** - ISSN 1240-0009 - Numéro 66 - Janvier-Février 2001 - 10 francs



La Lettre du C.D.E.S.,
bulletin du réseau
Le Combat Syndicaliste,
est le bimestriel de l'union régionale
Midi-Pyrénées de la CNT-AIT

Pour contacter le journal:

Le Combat Syndicaliste,
CNT-AIT
7, rue St Rémésy
31000 Toulouse
Tél-Fax : 05 61 52 86 48

Abonnement un an :

Tarif normal : 50frs

Abonnement de soutien : 100frs ou plus
libellez vos chèques à l'ordre de :
CDES, CCP 3 087 21 H Toulouse

Pour contacter le secrétariat régional :

CNT-AIT, B.P. 158
82001 Montauban cedex

Autres adresses :

Secrétariat de l'AIT: AIT, NSF boks 1977,
Vika, N-0121 OSLO, Norvège
CNT, Bureau confédéral, B.P. 511,
64010 Pau Université.
UR Aquitaine : CNT, BP 16,
24650 Chancelade.
UR Méditerranées : CNT,
9 rue Duchalmeau, 66000 Perpignan.
UR Normandie : CNT, BP 2010,
14019 Coen Cdx.
UR Paris-Nord : CNT, BP 352,
75526 Paris Cdx 11
UR Centre : CNT, BP 1303,
37013 Tours Cdx.
UR Est : CNT, C/o CESL, BP 121,
25014 Besançon Cdx.
Rhônes-Alpes : CNT, BP 223,
38405 St Martin d'Hères Cdx.

La Lettre du C.D.E.S.
ISSN 1240-0009 CFFAP 72171
Directeur J. Pastor
IMPSPE CNT-AIT

Le C.S. est rédigé, réalisé et imprimé à
titre militant par des adhérents
de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés,
après leur journée de travail.

Souviens-t'en, citoyen

Souviens-t'en, citoyen, ta république avait le cul par dessus tête. Tout foutait le camp. Les fils de Président faisaient dans le trafic d'armes africain tandis que les copains du père faisaient dans le flic humanitaire au Kosovo. Souviens-t'en, citoyen, les socialistes rendaient les travailleurs flexibles et la retraite hors de prix. Ton ministre de l'agriculture dealait ta santé avec les marchands à bestiaux et les industriels de la bouffe. Une vidéo de porno-business circulait sous le manteau à deux pas de ta présidence. Le beauf de ton ex-président jouait les flics sympathiques à la télé tandis que ces beaufs de flics tiraient les gosses dans les cités. On entendait tomber les affaires comme de la grêle. Souviens-t'en, citoyen, rien que pour le plaisir : Attali, l'ex-neurone présidentiel, n'avait touché qu'un million de franc d'un marchand d'armes, le fils du père lui, avait empoché 13 millions. Quant aux sommes réelles détournées, t'en avait le vertige, citoyen... de quoi te payer le smic à 10.000 balles. Tout le monde touchait, à gauche comme à droite. On piquait dans le pétrole, dans l'armement, dans les HLM, dans les fonds communaux ou les conseils généraux. Comme le disait Tapie, à moins de 100 patates t'étais un con !

Souviens-t'en, citoyen, chaque fois que tu soulevais la jupe de la république, t'avais vue sur une nouvelle embrouille. Tu regardais tout cela à la télé, avec ton fils diplômé chômeur, enfumé, avachi à tes côtés dans le canapé du salon de chez Crédit, ta femme et ses CDD à répétition, et son amant, ce grand glandeur anarchiste. Tu voyais défiler au JT les champions du pognon qui te parlaient de ton chomdu et des élections, de ton gosse dangereux et des élections, de ta femme inadaptée aux normes de la mondialisation... et des élections. Européennes, Nationales, Régionales, Cantonales ou Municipales, les élections, c'étaient toujours les mêmes tronches, les mêmes promesses, les mêmes mensonges. La révolte du Mirail et la mort d'Habib en 1997, tu t'en souviens ? Ils te promettaient des emplois et de "Téécoute". Maintenant tu as 80 flics de plus pour t'écouter et un grand commissariat pour te détendre. Quant au boulot, t'en as toujours pas, malgré leurs boniments sur le retour à l'emploi. Mais c'est de ta faute, "t'as du mal à retrouver le chemin de l'emploi, t'as besoin d'un relookage à l'ANPE" (ça se fait sur Toulouse, véridique, on relooke le chômeur pour le rendre vendable à l'étal des ANPE), tu t'es exclu, tu n'es même pas foutu de ramasser 100 patates, quoi ! Et tes impôts locaux qui sont le double à la Reynerie par rapport au centre ville, ils avaient promis de revoir ça, tu t'en souviens ? Et de la caisse noire du service social de la Mairie de Toulouse avec un leader de F.O. qui se servait dans la caisse, tu t'en souviens ? Et le gouffre financier de la Cité de l'espace épongé avec tes petits impôts, tu t'en souviens ?

En Mars, quand tu verras leurs tronches sur les affiches électorales ou dans les journaux à la rubrique "mis en examen", souviens-t'en, citoyen, lorsqu'ils viendront te serrer la louche comme on fait une petite tape sur la tête d'un chien bien sage avec sa muselière réglementaire. Souviens-t'en, citoyen quand tu devras donner la patte à l'urne. Ta république est une arnaque, ses élections sont du bidon.

Paul

Nos ancêtres de tout le pourtour du *Mare Nostrum* (la Méditerranée) et bien au-delà, étaient dans les faits esclaves de Rome. Puis vinrent les invasions qui abâtirent cet empire colossal. Tour à tour soldats ou laboureurs, chasseurs ou gibier, contraints souvent de se cacher dans les vastes forêts ou de s'enumérer pour échapper aux violences, les petites gens furent transformées en serfs par la féodalité, qui en mettant fin aux grandes migrations, les enracina au sol.

Ils étaient devenus de simples objets, faisant partie du patrimoine des possédants de la terre, les féodaux.

Le deuxième millénaire débuta sous le signe des croisades, de l'union des victimes et de leur bourreaux. Nobles et moines persuadèrent leurs serfs de partir combattre l'infidèle et les préparèrent à mourir pour "la bonne cause". Mais la noblesse, qui dirigeait ces croisades, fut défaite par les musulmans. Alors, le sabre étant vaincu et le goupillon abandonné de son dieu, l'idée sembla renaître, comme l'écrivit Michelet, que l'oppression n'a pas de légitimité. Le Serf relève la tête et brûle des châteaux... ce sont les premières Jacqueries. Les Jacques ne sont pas, comme les bandes de Bagaudes ou de Wisigoths qui firent voler en éclats l'empire romain, de simples pillards. Car dans les villes comme dans les champs, au delà de la violence vengeresse, les serfs lèvent le drapeau des franchises, de l'égalité, de la justice et de la liberté... c'est le renouveau du mouvement vers l'émancipation, dont on pourrait trouver les prémices dans maints événements de l'antiquité, tour à tour porté et défendu par les individus les plus divers. Il nous mène droit à notre actualité.

TRAJECTOIRE DU MOUVEMENT EMANCIPATEUR

La sédentarisation permet de voir naître au cours du millénaire qui s'achève différentes couches sociologique (paysannerie, artisans, bourgeois, ouvriers ensuite) prendre en main les espoirs de ce mouvement émancipateur avant de décliner. Le point commun de ces mouvements est la constante trahison des chefs politiques. C'est par exemple l'alliance de Louis XI et de Charles le Téméraire, pourtant mortels adver-

saires, pour massacrer le peuple de Liège.

Alors que la Renaissance met la culture à l'ordre du jour chez les princes et que les Lumières inondent la bourgeoisie, il faudra attendre le XIX^{ème} siècle pour voir le peuple se forger ses propres concepts théoriques. Proudhon reste le symbole de cette montée en puissance, mais lui, tout comme les autres socialistes de l'après révolution française, ne sont



que les précurseurs de la grande prise de conscience populaire. Elle se fera peu à peu, avec l'apparition d'une classe ouvrière qui émerge en tant que telle, par étapes, de la révolution française aux grèves de 36, avec l'apparition d'un clivage croissant entre les bourgeois et les ouvriers, entre les partisans de la conquête du pouvoir politique, représentés en particulier par les marxistes et ceux qui revendiquent une révolution sociale, les anarchistes.

Contrairement à la prophétie marxiste, le début du siècle est secoué par deux grandes révolutions paysannes. En décembre 1914, Villa et Zapata entrent, victorieux, dans Mexico et s'assoient alternativement dans le fauteuil de Carranza, puis ils

repartent l'un au Sud, l'autre au Nord, vers une défaite certaine, dès lors qu'ils n'ont su aller plus loin que l'occupation éphémère des lieux du pouvoir. La révolution russe de 1917 est la riposte populaire au premier massacre mondial. L'Etat n'est pas détruit mais il est pris en main par le parti bolchevique. Les bolcheviques (marxistes-léninistes) avaient pour principal objectif de prendre la direction du mouvement et, grâce à cela, de conquérir l'Etat, d'accéder au pouvoir. Ils y réussissent pleinement. Le bilan final est le désastre que l'on sait.

Le XX^{ème} siècle est l'histoire du déclin des partis communistes qui prônaient la dictature du prolétariat. Ce déclin est lié à des causes historiques du même type que celui du déclin des révoltes paysannes et communales. Une seule classe sociologique, née d'une conjoncture économique particulière et instable, ne peut prétendre, à cause de cela même, supplanter un système qui repose, lui, sur une base structurelle : la domination de l'homme sur l'homme.

Cependant, les deux derniers siècles, émaillés de révolutions, ont permis aux descendants des esclaves et des serfs de se créer un projet de société, un imaginaire collectif (cette idée est largement développée par Castoriadis) qu'il leur appartient de perfectionner.

NAISSANCE DE L'ORGANISATION ANARCHISTE

Ce qui reste de tant de luttes, c'est justement la persistance du projet collectif émancipateur, basé effectivement sur une culture et des idées, porté par des indivi- suite à fin page 4

us appartenant, suivant les circonstances historiques, à telle ou telle couche sociologique de la société (paysans, artisans, ouvriers...), mais toujours issus du camp des opprimés. En face, se dresse de façon immuable le pouvoir religieux et politique, l'église et l'état, dont le rôle historique est la défense des privilèges d'un groupe sur une population.

A travers des scénarii assez voisins une fraction de cette population, sous diverses bannières, par nécessité ou par "mauvais esprit", s'est toujours retrouvée en première ligne dans la lutte contre ces pouvoirs. Ce sont là-bas les enfants perdus, ailleurs des guérilleros, ici des francs tireurs. Les Wallace, les Mandrin, les Empecinados, les Pougatchev, sont les chefs que le peuple s'est d'abord donné, à tort ou à raison, pour concrétiser sa révolte. Mais la lassitude de servir et de mourir pour des ambitieux pose la question de l'organisation sur le terrain de l'action. Elle va se poser aux rebelles et aux bandits, aux marginaux et aux insoumis, aux têtes brûlées comme aux têtes pensantes.

A partir du XVIII^{ème} les grands mouvements populaires élisent leurs chefs, leurs guides. C'est de cette tradition que va naître le parti structuré et hiérarchisé, capable de prendre le pouvoir en se mettant à la tête des soulèvements et même en les créant. Mais, avec l'expérience, on s'aperçoit "qu'il n'y a pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni César ni Tribun" et qu'une tête cela se coupe ou cela s'achète. En parallèle la naissance de l'industrialisation et de l'économie de masse va permettre aux exploités groupés dans les mines et les usines de se compter. De nombreux groupements, unions, fédérations vont naître de ce magma dont l'originelle diversité explique les différences dans les buts comme dans les tactiques. De l'alliance de militants activistes imaginée par Bakounine, plongés dans le milieu ouvrier, naîtront de puissantes orga-

nisations. Elles connaîtront des heures de gloire puis des jours sombres. Ce sont les débuts de l'anarcho-syndicalisme.

En Argentine l'organisation ouvrière anarchiste (FORA) est arrivée à développer par elle-même et avec des objectifs sans compromission des luttes qui ébranlèrent le pouvoir, avant de subir une féroce répression. En Espagne, les militants et sympathisants de la CNT commencèrent à instaurer le communisme libertaire, c'est-à-dire une société autogérée libérée de l'Etat et de l'exploitation, mais ils se retrouvèrent piégés dans une guerre qui n'était pas leur guerre car l'objectif des deux camps (fasciste comme républicano-socialo-communiste) était avant tout d'en finir avec la révolution sociale. En France le mouvement syndical du début du XX^{ème} trouva sa source dans l'action de quelques anarchistes, dont Pelloutier qui créa le mouvement des Bourses du Travail, avant de se faire lamener par la guerre de 1914 et d'être utilisé, pour certains militants regroupés autour de Monatte, par le parti communiste.

A cette heure donc, une immense partie de ce travail d'émancipation et de libération a été récupérée ou anéantie par les politiciens de tous bords. Il faut en tirer les bilans.

L'ANARCHISME EN HERITAGE

De la lecture de ce qui précède, forcément concis, il ne faut pas déduire que tout cela a eu lieu de manière linéaire et progressive. Le mouvement émancipateur, comme la vie qui le porte, avance à tâtons, avec des hauts et des bas, avec ses erreurs et ses errements mais aussi avec ses coups de génie. Il n'y a pas de fin de l'Histoire, mais des moments différents.

A présent, nous sommes "citoyens" occidentaux, comme on a

pu être "citoyen" romain, vivant du pain et des jeux, payés d'une richesse acquise par le système capitaliste sur le dos de l'humanité réduite pour les deux tiers à l'esclavage économique. Plus tout à fait prolétaire (les prolétaires ont été "délocalisés"), notre existence est liée à notre force de travail mais aussi à l'intérêt que nos gouvernants trouvent à préserver la paix sociale près des lieux du pouvoir mondial. Nous sommes des plébéiens achetés par une démocratie clientéliste et notre niveau de vie au chômage reste supérieur à celui de nombre de travailleurs du tiers monde. Dans ce présent, l'idée émancipatrice reste une lueur timide et vacillante, elle doit redevenir une flamme et cette flamme un incendie.

Ce que nous devons construire à l'aube du troisième millénaire, c'est le regroupement des individus à la fois porteurs de ce projet collectif et conscients de l'opposition de ce projet avec l'existence des pouvoirs institutionnels. La construction de cette organisation fondamentalement anarcho-syndicaliste par le fait qu'elle reprend la conception de lutte de classe (exploités contre exploités) et de non-collaboration avec le pouvoir nous place donc dans la suite de la trajectoire initiée par les Jacqueries et toutes les luttes populaires d'émancipation.

Mais nous devons également tenir compte de l'utilisation qui a été faite du mouvement anarchiste. Nous avons été, même dans un passé récent, les bachi-bouzouks des politiciens de gauche et d'extrême gauche. Veillons à ce que cela ne se reproduise plus, à ne pas nous laisser écarter de nos objectifs, à ne pas laisser récupérer nos idées.

Libres de toute ambition individuelle, soyons ambitieux collectivement, pour le triomphe de la cause de l'émancipation universelle. Bref, soyons dignes de notre héritage. ♦ Liste Hérodote

Années 70 : " la crise " ! En d'autres termes, le capitalisme ne fait plus son beurre sur notre dos, donc il nous faut, à nous, nous serrer la ceinture !

Années 80 : la courbe du chômage augmente chaque jour davantage et les profits en Bourse suivent le même profil (ou vice-versa, comme on veut).

Années 90 : l'Etat parachève son "œuvre sociale", depuis les stages Barre des débuts jusqu'aux emplois jeunes en passant par les CES, depuis le plan quinquennal jusqu'aux 35 heures en passant par la loi Robien et la levée de l'autorisation administrative pour les licenciements. C'était au siècle dernier.

An 2000 : il n'y a plus de problème. Il y a les 35 h et bientôt le PARE. On va bientôt pouvoir tous bosser. Les économistes et les médias appellent ça le "retour au plein emploi".

Le "plein emploi", c'était quand on passait toute la journée au boulot, à l'usine, à l'atelier, au bureau et qu'on rentrait crevé le soir. C'était avant "la crise", les sous économisés un à un pour pouvoir se payer la télé couleur, histoire de faire semblant de rêver... ?

On en a fait du chemin en une génération ! Enfin, surtout l'Etat et le Capital, surtout la classe dominante qui s'est refait une petite santé en réorganisant fondamentalement le travail.

Le "plein emploi" dont ils parlent aujourd'hui, c'est dire que tout le monde va travailler et que l'un dans l'autre, on finira bien l'an, non ? Sûr. En bossant une heure par-ci, une heure par-là, 35 ou 60 heures hebdomadaires ailleurs, on survivra. Soumis au gré et aux rythmes des besoins de l'entreprise, aux nécessités de la production, à l'inévitable profit capitaliste. Et on aura de quoi payer l'abonnement du téléphone portable pour que les patrons puissent nous joindre à tout moment...

Quel chemin pour nous ! D'une exploitation brutale, nous sommes passés au chômage puis à la déqualification et maintenant nous passons à la nouvelle forme de l'exploitation où nous sommes partiellement, aménagés, modulés, annualisés, en un mot : flexibles.

Et nos salaires ont baissé

"Les 33 000 entreprises qui ont signé des accords sur les 35 h sont assez contentes d'avoir pu mettre en œuvre une mixture de flexibilité, de subventions et de blocage des salaires qui font que, regardant leur compte d'exploitation et leurs perspectives d'avenir, elles se disent que ce n'est pas si mal" C'est Ernest-Antoine Seillères, le patron des patrons, qui dit ça. Il sait de quoi il parle, c'est son métier de s'enrichir en nous exploitant.

Qu'à cela ne tienne ! Puisque c'est la reprise, il devrait y en avoir pour tous, non ? Sauf que faut pas croire que le meilleur des mondes c'est celui du capitalisme, quand même !

Pas fous, nos bons maîtres ont prévu le coup. Ils l'ont appelé "refondation sociale". Et dans ce vaste programme qui prévoit la fin de la médecine du travail, la limitation de l'usage de la grève, les retraites par capitalisation..., ce qu'ils discutent depuis des mois avec leurs partenaires sociaux (leurs complices qui prétendent représenter nos intérêts), c'est le CARE-PARE ... Ou comment mettre un ouvrier qualifié au chômage pour le réemployer au même poste en le payant moins cher. Ou comment continuer à baisser nos salaires. Ou comment faire avorter toute lutte revendicative pour une hausse de salaires.

Et nos salaires continueront de baisser

Alors que le capitalisme est mondial, alors qu'il a pénétré toutes les sphères d'activité, ses soucis restent les mêmes qu'auparavant : comment toujours plus nous exploiter et faire en sorte que nous soyons consentants. Les Etats, toujours bras administratifs des classes dominantes, ont les mêmes soucis et se dotent d'institutions mondiales (FMI, BM, OMC, OCDE, etc.).

L'Etat et le Capital, pour parvenir à leurs fins, utilisent tous les moyens possibles, y compris celui de la négociation avec des "représentants" de notre classe, intégrés dans leur système.

Le capitalisme est mondial mais son organisation du travail est individualisée, soit parce que les travailleurs sont isolés les uns des autres par des contrats individualisés (contrats de travail déjà existants et à venir ou "contrat de chômage" envisagé dans le CARE-PARE), soit parce que les travailleurs d'une entreprise sont isolés de ceux d'une autre (négociations entreprise par entreprise par exemple sur les 35 h).

C'est en cassant ce système dans lequel l'Etat et le Capital nous contrôlent, en se réunissant les uns avec les autres, salariés et chômeurs, CDI, CDD et intérimaires dans la même boîte et salariés de toutes les boîtes, que nous serons les plus efficaces dans la contre-attaque. Nous pouvons le faire directement et sur place dans le quotidien. Là, nous pouvons parler directement entre nous, décider ensemble et agir unis. Nous ne serons toujours que des "précaires" tant que subsisteront ces systèmes d'exploitation et de domination. C'est à nous de les détruire. À nous de vivre autrement dans une société sans classe, sans salariat, sans argent ; une société d'individus libres. ♦

(Texte distribué par le CNT-AIT de Montauban)

PTT : GREVE EN ORDRE DISPERSÉ

Après la grève de Mars 2000 et la signature du protocole d'accord entre les syndicats CGT - SUD - CFDT et la direction départementale de la poste, nous avions écrit¹, au sujet des conséquences de ce protocole : *"la négociation sur l'organisation du travail et les emplois aura lieu bureau par bureau, c'est-à-dire dans une rapport de force totalement défavorable aux employés"*. Dans ce même article nous ajoutons que ce protocole avait été signé sous la pression des dirigeants des syndicats signataires, impatients de mettre fin à un conflit de cette ampleur.

L'actualité corrobore l'analyse que nous faisons. Depuis mi-décembre, les employés de Cintegabelle et d'Auterive (dans le sud de la Haute-garonne) sont en grève de nouveau, mais seuls. Un tract de SUD, distribué dans les bureaux à la veille de Noël (alors que ces collègues sont en grève depuis 15 jours) nous explique que *"les négociations n'aboutissent à rien"*. Faut-il s'en étonner ? Il faut savoir que le bureau d'Auterive ne compte que huit emplois de titulaires, celui de Cintegabelle, deux !

Malheureusement, ceci illustre les conséquences facilement prévisibles du morcellement des luttes pratiqué par les fédérations syndicales de la Poste et de leur rôle démobilisateur dès que ces luttes deviennent importantes, comme ce fut le cas en Haute-garonne.

Alors, si bien sûr, nous sommes solidaires des copains courageusement en lutte dans la circonscription de Jospin, nous dénonçons ceux qui appellent maintenant (avec beaucoup de retard à l'allumage) à la solidarité après avoir organisé le casse-pipe syndical. ♦

Maurice

¹ Le Combat syndicaliste, N°62, mai-juin 2000.

SOLIDARITE AVEC LES GREVISTES DE LA RESTAURATION RAPIDE

La grève avec occupation d'un Mac do à Paris fait des émules. Le personnel de Pizza Hut de la capitale s'est également mis en grève. Ces mouvements surviennent dans un secteur dont les conditions d'embauche et de travail sont périodiquement dénoncées par notre syndicat. Voici quelques extraits d'un tract régulièrement distribué par les militants, sympathisants de la CNT-AIT et repris par des salariés des fast-foods :

Dans la restauration rapide, ils embauchent. Ils ne licencient pas. Un mois d'essai, et c'est gagné. Le CDI paraît une bonne affaire, mais c'est le début d'un plan infernal. Le CDI est toujours à temps partiel, il est si flexible dans les horaires qu'il est impossible de cumuler d'autres petits boulots. Donc, misère imposée !

CDI mi-temps à "Pizza Hut", Mac Do ou au Quick = 2800 francs.

Avec en prime : les horaires de nuit, le stress quotidien, la rapidité, le sourire, l'incitation à la consommation, tout savoir sans même l'avoir appris, ou tout simplement la colère des chefs.

Bref, la pression est souvent insoutenable. Et pourtant, quoi que vous fassiez, vous ne pourrez pas négocier le licenciement. Seule solution, pour quitter le monde merveilleux des fast-food, démissionner... Dans ce cas, vous n'aurez droit à rien même si vous avez travaillé avant. Enrobé sous le terme d'équipier dans une entreprise renommée, travailler dans la restauration rapide, c'est tout simplement de l'esclavage moderne.

Organisons la lutte collective pour défendre nos conditions de vie et de travail. ♦

CNT-AIT, Toulouse.

LES SOURDS ET LES MALENTENDANTS EN COLERE CONTRE L'AGEFIPH

L'AGEFIPH (organisme financé pour assurer la formation des personnes handicapées) a mis en place une nouvelle mesure qui consiste en un prix plafond de 60 000 francs pour toute formation avec une aide humaine ou technique à tout demandeur étant reconnu travailleur handicapé.

Le problème se pose pour les personnes sourdes et malentendantes. Celles-ci souhaitent passer une formation qualifiante qui coûte en général au-dessus de cette limitation en raison du coût supplémentaire de l'intervention des interprètes en langue des signes, des preneurs de notes ou des codeurs en Langue Parlée Complétée. Notons qu'une heure d'interprétation coûte 350 francs. A titre d'exemple, une formation de 400 heures équivaut à

140 000 francs d'interprétation. On n'a aucune solution matérielle pour qu'un sourd ou un malentendant puisse passer une formation. Or, celui-ci ne peut se passer de la médiation de communication. Alors que l'AGEFIPH refuse systématiquement un dossier demandant un financement de plus de 60 000 francs.

L'AGEFIPH incite les sourds et les malentendants à rester dans l'isolement, la précarité et l'exclusion. Les sourds et malentendants exigent la suppression de cette mesure abusive dans l'immédiat. ♦



Voici un dossier spécial élections. La farce électorale et Municipale qui se prépare pour la fin de l'hiver est pour nous l'occasion de faire le point sur le système électoral de la république. Dans ce monde de domination, le citoyen, l'électeur, le démocrate sont appelés régulièrement à voter. Municipales, législatives, présidentielles, professionnelles, syndicales, mutualistes, associatives, ... elles sont partout, les élections. A chaque fois, ils ne s'agit pas de décider ensemble, d'entamer un débat collectif, mais au contraire de donner les pleins pouvoirs à quelques individus qui décideront pour tous, au nom de tous.

Il n'y a rien à attendre d'un système basé sur la confiscation de la liberté de tous au profit de quelques-uns. Bien au contraire, le système électoraliste est avant tout l'organisation collective du renoncement à la liberté et à la responsabilité. A l'approche des élections municipales de Mars 2001, les "libertoïdes électeurs" et les "éligibles libertoïdiens" foisonnent. Il est bon de rappeler quelques vérités qui nous sont chères.

Une place à part a été faite dans ce dossier à une liste toulousaine de vedettes qui se présentent soi-disant pour "renouveler" l'approche politique, en fait pour ramener les jeunes, qui y sont réfractaires, vers les urnes.

Le vote : la mise en urne de sa propre voix

Ce rituel de la farce électorale provoque chez les libertaires de tout poil, soit d'après et sanguinaires débats ("vote tactique", "vote de protestation", "vote blanc", "vote de déstabilisation",...), soit un long bâillement indulgent, tant le dilemme de l'utilité ou non du vote semble résolu une fois pour toute (inutile, bien sur !).

Aux uns qui rêvent de faire vaciller le pouvoir par le biais des urnes, les autres opposent la vacuité des messes électorales et la fourberie des élus. S'il me paraît évident que les urnes n'ont jamais engendré de révolution, le principe du vote dans les démocraties auto-proclamées représentatives n'en est pas pour autant un rituel désuet et inutile, une survivance ringarde des pratiques sociales du 20^{ème} siècle. Je crois bien au contraire que c'est le premier élément de police de la république bourgeoise. L'acte de mise en urne de sa propre voix est avant tout l'acte de la soumission volontaire et délibérée de l'individu au pouvoir d'un autre. Voter dans un système électoral représentatif, c'est avant tout accepter qu'un autre parle et décide à sa place. Voter, c'est donc en tout premier lieu se défaire de sa propre liberté, de sa propre responsabilité. Les scribes de la république ne s'y trompent pas lorsqu'ils gravent sur leurs tablettes

les termes explicites de "représentation par les élus", de "délégation de pouvoir", ou encore de "légitimation par les urnes". Bien plus qu'un escadron de gardes mobiles, qu'une armée en parade aux portes du désordre, qu'un juge à la robe aussi noire que la mort et la peine, le système électoral n'est rien d'autre que la capitulation de l'individu au nom du principe du nombre, du principe de majorité. Contrairement à ce que prétendent bon nombre de "citoyens" en brandissant leur carte d'électeur, participer à ce rite païen, ce n'est pas prendre ses responsabilités, c'est les fuir, c'est demander à quelqu'un d'autre de décider à sa place. Voter ce n'est pas agir, c'est s'engager à ne pas agir, c'est admettre que ses propres actions soient interdites, décidées ou ordonnées par d'autres.

Cette vision du système électoral n'est pas une construction théorique, mais le constat du mode de fonctionnement réel de nos sociétés totalitaires. Comme le disait mon prof de droit : l'élection, c'est le prix de la paix sociale. Les politiciens de profession qui, eux, vivent (et très bien) d'un tel système le savent parfaitement, qui après chaque grondement social, se dépêchent d'organiser de nouvelles élections. D'ailleurs, même en temps de "paix sociale", l'élection est nécessai-

re pour assurer aux dirigeants la soumission consentante et récurrente de la population. Les rituels organisés à intervalles de temps plus ou moins réguliers ont pour fonction première de rappeler à l'individu qu'il accepte ce pacte de résignation. Peu important les résultats des élections (ils s'arrangent toujours entre eux), l'essentiel est que les "citoyens" acceptent le pouvoir des élus. Tout est mis en œuvre pour rappeler au quidam que c'est là le fondement du fonctionnement démocratique. Journalistes en tête, tous les communicateurs de la république sont alors chargés de donner l'impression à chaque "individu républicain" qu'il participe à l'élaboration de la démocratie. Les combats télévisés de petits chefs, les révélations croustillantes, les discours sur la constitution, même les affaires juridico / mafieuses sont avant tout un spectacle destiné à faire de l'élu le garant (fragile) de la démocratie, et de l'électeur un irresponsable consentant. La construction d'une société nouvelle nécessite d'abattre, jusqu'à la dernière pierre, ce temple de l'exploitation qu'est la république. Mais cela nécessite avant toute chose que chaque individu refuse que d'autres parlent, décident, organisent et légifèrent à sa place. Voter, c'est se soumettre. ♦

Netto

Un des soucis majeurs et constants de la bourgeoisie, depuis son accession au pouvoir à la fin du XVIII^{ème} siècle, a été de faire accroire au bon peuple que la démocratie représentative parlementaire était le nec plus ultra, le "must" dans le genre organisation sociale : un aboutissement historique d'une indépassable modernité (l'échec récent et patent des démocraties dites "populaires" venant à point nommé pour corroborer ce discours), le stade ultime et ô combien sublime d'une lente et douloureuse évolution de l'humanité vers un monde toujours plus juste quoique encore imparfait, mais, sans conteste le meilleur possible.

C'est la démocratie représentative qui permet à la bourgeoisie d'optimiser ses chances de garder le pouvoir pendant encore longtemps : en effet, quel système institutionnel saurait mieux faire passer la défense des intérêts particuliers d'une classe pour ceux de l'ensemble de la société ? Aucun autre assurément !

Faussement démocratiques et réellement oligarchiques, nos républiques demandent en fait à leurs citoyens d'acquiescer à leur assujettissement, à leur aliénation, en choisissant eux-mêmes leurs maîtres : dérisoire liberté qui éclaire chichement ce monde.

Par le truchement magico-virtuel du bulletin, le citoyen est invité à saisir sa chance pour faire entendre sa voix (condamné à un mutisme comateux le reste du temps, il est sommé d'en émerger à intervalle régulier, tous les cinq à sept ans). La délégation de pouvoir, réalisée par le moyen du vote, n'est pas ressentie comme dépossession, mais au contraire vécue comme participation au pouvoir, alors qu'il s'agit beaucoup plus prosaïquement d'exercer un humble pouvoir/devoir de participation.

C'est là que réside justement le caractère mensonger de la représentation démocratique. C'est au moment même où le citoyen -légèrement grisé par l'exercice de son pouvoir participatif- pense parvenir à influencer sur la gestion de la société qu'il renonce de fait, à tout contrôle réel sur l'emploi qui va être fait de l'expression de sa volonté. Une fois élu, le parlementaire ou l'édile n'a plus de compte à rendre à ses électeurs durant toute la durée de son

mandat. Rapidement, l'élu prend conscience de la promotion sociale que lui confère son mandat : il appartient désormais à la hiérarchie, le voilà homme de pouvoir et de privilège. Retrouver la place qu'il occu-



rait naguère, au sein du menu peuple, ne lui sourit que fort peu, il s'accrochera désormais avec la ténacité de certains parasites capillaires à sa place de "représentant du peuple".

Bien avant l'apparition tragique de l'économie marchande et du travail forcé, bien avant le règne mortifère et destructeur de la bourgeoisie, l'humanité des temps premiers a vécu pendant des dizaines de milliers d'années au sein de sociétés sans Etat, sans hiérarchie et où les décisions concernant la vie commune étaient prises par l'assemblée générale des membres de la communauté. Des ethnologues réputés, Pierre Clastres, Jean Malaury ou Marshall Sahlins, pour ne citer qu'eux, se sont penchés sur les civili-

sations contemporaines de chasseurs-cueilleurs (tribus indiennes d'Amérique du sud ou Inuit d'Amérique du nord) et ont mis en lumière leurs modes de fonctionnement : propriété collective, entraide et solidarité, "assemblées générales décisionnelles". Sans vouloir idéaliser ni magnifier le communisme primitif, qui n'était pas exempt de défauts (inconvenient majeur : le patriarcat est plus présent dans ces sociétés que le matriarcat), il est quand même bon de rappeler que les pratiques de démocratie directe et d'assembléeisme sont issues (par cousinage) de ce très lointain passé. Cette tradition assembléiste a perduré jusqu'à nos jours, et les rebelles et révolutionnaires de toutes les époques ont cherché à renouer avec cette pratique, tout simplement parce qu'elle est la seule à tourner le dos à toute oppression, la seule possibilité donnée à une communauté de fonctionner sur un mode réellement humain. Communistes de 71, révoltés russes de 1905, 1917, 1921, conseillistes allemands et italiens des années 20, libertaires espagnols de 36, hongrois rebelles de 56 et émeutiers de 68, tous ont cherché, avec des fortunes diverses à rester maîtres de leur combat, de leur parole et de leur vie.

La démocratie directe empêche la confiscation de la parole de tous au profit d'un seul ou de quelques uns : le porte-parole ou le délégué n'est effectivement que le porteur, le vecteur de la parole des autres : l'assemblée qui l'a choisi peut à tout moment le révoquer s'il s'avère que le mandat confié n'est pas respecté. La délégation

tion dans le "système démocratie directe" n'engendre donc pas de prise de pouvoir : non seulement le mandat est constamment soumis au contrôle de ses mandants, mais encore sa délégation est limitée dans le temps et dans son objet. Pour éviter toute amorce de création d'un corps de "délégués spécialistes", la démocratie directe veille à ce que chacun puisse être à même de porter à tour de rôle la parole des autres, encourage la prise de responsabilité (alors que la démocratie bourgeoise pousse le citoyen à la décharge et à la déresponsabilisation pour le plus grand bénéfice des oligarques). Chacun, en démocratie directe, est donc responsable de tous et inversement.

La bourgeoisie et toutes les classes dominantes qui l'ont précédée ont toujours cherché à justifier leur oppression en prétendant que les sociétés humaines n'avaient jamais fonctionné sur d'autre mode et que donc elles ne pouvaient échapper à cette damnation de la domination ; l'argument ne tient pas la route, l'humanité a vécu beaucoup plus longtemps sans joug que sous les fers. Elle saura sans nul doute retrouver les chemins de la liberté. Souhaitons simplement que ce soit un peu avant l'an 10 000 cher à notre copain Léo ... ♦

Gargamel, du syndicat
des fonds des bois.

POUR EN SAVOIR PLUS :

Pierre Clastres, *"La société contre l'Etat, recherches d'anthropologie politique"*, éditions de Minuit, Le Seuil, 1980.

Jean Malauray, *"Les derniers roi de Thulé"*, collection Terres humaines, Plon, dernière édition 1989.

Marshall Sallins, *"Age de pierre, âge d'abondance"*, Gallimard, 1976.

"Les anarchistes russes, les soviets et la révolution de 1917", édition de Paris, Max Chaleil, 2000.

PARTICIPEZ A LA CAMPAGNE POUR L'ABSTENTION !

Pour participer à la campagne pour l'abstention, quatre autocollants viennent d'être édités et sont à votre disposition avec les textes suivants :

"Voter, c'est légitimer le pouvoir. Abstention",

"Chômeurs, travailleurs, précaires, changeons cette société qui nous exploite. Abstention",

"Je suis adulte, je ne vote plus. Abstention",

"Les élections ont pour but le profit des uns, l'asservissement des autres. Abstention".

Ils sont signés "CNT-AIT, 7 rue St Remesq, 31000 Toulouse" et sont vendus 10 francs les 25 autocollants (chèques à l'ordre du CCP CNT : 3 117 57 H Toulouse).

Nous envisageons également de sortir d'autre matériel de propagande : affiches, tracts, d'autres autocollants.

Tous ceux qui sont intéressés peuvent donc prendre contact avec nous dès maintenant. ♦

CNT-AIT, TOULOUSE.

BREVES ELECTORALES

La période des élections approche, et, pendant presque deux ans, relayées par les médias et journalistes de toutes sortes, il y aura du battage. On assistera à la lutte des places et non des classes. La foire électorale battra son plein. Mais, de tout cela, le bon populo n'en a que faire. Ce qui doit l'intéresser, c'est le social. Il faut combattre la précarité, la flexibilité, l'annualisation et tous ceux qui ont pondu ces lois sclérantes avec l'appui des centrales syndicales réformistes qui apportent de l'eau au moulin du gouvernement.

Si les diverses élections avaient apporté du bien être et du nouveau, cela se serait depuis très longtemps.

Vincent. ♦

Au petit jeu de la politique politicienne, ils trouvent qu'ils ne gagnent pas encore assez. Qu'à cela ne tienne, Pierre Mauroy, dans un Rapport qu'il vient de faire à la demande du gouvernement, a trouvé une solution : salarier tous les élus locaux, en créant une nouvelle profession, les "agents civiques territoriaux" ou ACT, qui seraient, nous explique Mauroy "rémunérés directement par la collectivité"... c'est-à-dire par nos impôts. Mauroy ne manque pas d'air. On pourrait lui faire une petite suggestion : c'est pas les A.C.T. qu'il aurait dû appeler ces futurs professionnels de la politique, mais les Achetés ! Ce serait tellement plus proche de la réalité...

Murielle. ♦

Tout est bon pour entretenir la frénésie électoraliste. A la rentrée, le Conseil Régional de Midi-Pyrénées, pour faire élire son "Conseil Régional des Jeunes" s'est payé des pages entières de publicité dans la Dépêche. Il a également diffusé un petit journal auprès de tous les lycéens. Pas beaucoup d'arguments là-dedans, mais une superbe photo : une meuf, dans un groupe, avec au collier, et, si vous regardez bien, au bout du collier, une feuille de cannabis. A croire que tous les politicard du Conseil Régional sont presbytes et ne voient pas ce qu'ils impriment ! Quoi qu'il en soit, maintenant qu'ils ont diffusé une telle publicité aux lycéens, il ne leur reste plus qu'à légaliser. Faut être cohérent, pas vrai ?

Mimi. ♦

Délégués du personnel, représentants aux commissions paritaires, aux comités d'entreprises, conseillers prud'hommes, chambres d'agriculture, ... on vote beaucoup sur le lieu de travail. Si quelques petits patrons y sont encore réfractaires, le patronat public (fonction publique territoriale, d'État ou hospitalière) et le grand patronat privé est furieusement pour.

Tant d'énergie dépensée par nos patrons pour nous amener à voter pour nos "défenseurs" cache bien évidemment quelque chose.

L'entreprise, privée ou publique ressemble de plus en plus à la société dans son ensemble : on voudrait nous faire croire qu'il n'y existe pas une féroce exploitation collective de tous les salariés mais simplement, parfois, rarement même, des problèmes individuels de tel ou tel d'entre nous. Dans l'usine, le chantier, le bureau ou le magasin, nous ne sommes plus des ouvriers ou des employés; mais, après être devenus voici quelques années "techniciens de surface", "force de vente" "agents de réception"... nous voici "citoyens" dans l'entreprise comme nous le serions dans la cité. Tout au long de ces dernières années, il s'est agi pour le patronat d'éradiquer la dimension collective de la lutte pour l'atomiser, la ramener à une défense individuelle, si possible négociée. Les institutions de représentation des personnels ont joué un rôle capital dans ce processus de désagrégation des luttes.

Dans l'entreprise comme dans la cité, voter c'est en effet abdiquer sa volonté et son pouvoir, confier à quelques personnes ses intérêts individuels et de classe. Les différentes instances de représentation ont été conçues pour "calmer le jeu" en institutionnalisant la négociation, en l'individualisant. Du point de vue patronal, elles ont magnifiquement fonctionné. Les "Commissions paritaires" jouent dans la fonction publique, par exemple dans l'Éducation nationale, le même rôle. Loin d'être un lieu de contestation, de revendication collective, elles sont devenues au fil des ans un lieu de défense de quelques individus en difficulté avec leur hiérarchie pour finir par être essentiellement un lieu privilégié de marchandage entre les syndicats et l'administration, permet-

tant tous les coups de piston et fermant les yeux sur toutes les magouilles. Ce qui est vrai pour ces fameuses commissions paritaires l'est pour l'ensemble des institutions censées assurer la représentation du personnel par voie électorale.

Le bilan qu'on peut tirer de plus de cinquante ans d'élections professionnelles est catastrophique : ces dizaines de milliers d'élus ont-ils servi réellement à quelque chose ? Tout au plus, ils ont aidé quelques salariés¹. Mais, ont-ils empêché le démantèlement de la fonction publique, les vagues de privatisation ? Ont-ils empêché dans le privé les grandes vagues de licenciement, la montée du chômage ? Ont-ils évité la précarité et la flexibilité ? Evidemment, Non, Non et Non.

Quels que soient les arguments, finalement assez minables, de ceux qui défendent encore ces institutions, le bilan est clair : la classe ouvrière, les salariés qui, dans leur ensemble, avaient confié bien imprudemment leur "défense" à des élus se trouvent bernés. La régression sociale que nous vivons actuellement est un des fruits pourris de l'électoratisme sur les lieux de travail.

Il faut dire que le système électoraliste a donné au patronat une arme de choix : quand l'élu est un militant honnête, "qui y croit encore", qui essaye vraiment de défendre les collègues ... le patron le vire sans aucun problème et sans scrupule²; dans les autres cas, il l'achète. Un exemple qui illustre bien ces propos nous est fourni par le géant Vivendi (le groupe qui possède La Générale des Eaux, ...). Ce patron de choc a le bon goût de laisser aux "représentants des travailleurs" le soin de remplir eux-mêmes leur feuille de notation professionnelle. Or, nous

apprend "Le Canard enchaîné"³, "une bonne note entraîne une bonne prime : jusqu'à cent quatre vingt mille francs de plus par an pour les cadres". Deuxième recette employée par Vivendi pour amadouer les syndicalistes et leur faire trahir la classe ouvrière : l'embauche des parents et des copains. "La belle fille d'un chef cégétiste a été ainsi engagée en 48 heures et sans formalité à un grade élevé" nous apprend le même journal. Un délégué FO au conseil d'administration a pris sa retraite (après soyez en sûr de "bons et loyaux" services) avec, toujours selon les informations du Canard, "une superbe indemnité transactionnelle". On n'en finirait pas de donner des exemples, y compris de militants "révolutionnaires" qui se sont fait acheter, parfois pour une petite promotion ou un simple logement.

De plus en plus de salariés le comprennent et refusent de voter⁴. Ils ont raison : refuser de légitimer ceux qui ont trahi la classe ouvrière est un premier pas, un petit pas indispensable pour permettre un retour des luttes collectives.

Dans l'entreprise comme dans la cité, ne nous laissons plus embobiner. Abstention et action doivent être nos mots d'ordre. ♦

Camille de M.

*1 - Si l'on peut appeler "aider" obtenir quelques milliers de francs d'indemnité pour un licenciement qui vous met en quelques années à la rue !

*2 - Le Monde du 10 mai 99 révélait que, en une seule année, 13 521 salariés élus (et légalement "protégés") ont été virés (avec l'accord de l'Inspection du travail).

*3 - "Vivendi fliche les mauvais sujets et cajole les bons syndicalistes". Le Canard enchaîné, 12 avril 2000.

*4 - La dernière consultation nationale, celle des Prud'hommes, s'est traduite par une vraie racle anti-électorale : l'abstention étant majoritaire avec 65,6 % de non votants.

Souvenons-nous : en 1993, 1994 de dures luttes sociales secouent le pays (Air France, les pêcheurs, le CIP...). Les syndicats sont impuissants à endiguer la colère d'une population qui ne supporte plus la crise. A Toulouse comme ailleurs, nous avons vu pendant la lutte anti-CIP des cortèges et des actions qui ont eu lieu sans les syndicats ni les partis.

Pour les gouvernements successifs, habitués à la léthargie du début des années 90, la situation incontrôlable pouvait devenir dangereuse. Il leur fallait remettre en selle les organisations dont le rôle est de nous domestiquer. Je nomme les syndicats et la gauche qui, grâce à l'activisme de trotskistes en mal de manipulations, se sont accrochés au wagon. A tout bout de champ, ils ont collé des autocollants sur le dos des manifestants, ils ont créé des sigles, AC, DAL, Ras-le-Front, ATTAC,... destinés à appâter le chaland, à le mener vers des collectifs dont la direction était verrouillée. Tant d'efforts ont trouvé leur récompense : décembre 1995 verra les organisations institutionnelles prendre la tête du mouvement social qui ne s'en relève pas. Pour le pouvoir (dont l'objectif est, entre autre, d'imposer encore plus de précarité, de flexibilité et de continuer à laminer les acquis sociaux), le but est atteint. Reste aux mercenaires à toucher les dividendes de leur mauvaise action. Les élections seront le salaire de la trahison, elles vont amplement bénéficier à ceux qui ont si savamment su manipuler les foules.

Depuis, à la place d'un mouvement social, nous avons des parodies plus ou moins habilement mises en scène.

A Toulouse on nous jouera la farce de "La Ville Habitée" dirigée par des gauchistes en préretraite. Il s'agissait de relooker la façade des politicards locaux avec quelques coups de pinceaux contestataires. Les "artistes", les cultureux, vont être

utilisés pour redorer le blason mité de l'opposition municipale.

"La ville habitée" deviendra la liste "La ville en mouvement" pour les élections municipales de 1995. On y retrouve déjà une partie de ceux qui aujourd'hui soutiennent la liste "Motivés". Mais ce spectacle pourtant digne des meilleurs "son et lumière" ne marche pas et la mairie échappe à la gauche. Le triomphe arrivera en 1998 avec les régionales : 40 000 voix pour les listes L.O. et L.C.R. Cette dernière organisation envoyant deux de ses membres siéger au Conseil Régional. Ils y sont toujours. Pour quel changement ? Allez le demander aux sans papiers expulsés, aux jeunes matraqués, aux précaires, aux salariés licenciés...

Pour 2001, rebelotte. Les politiciens laissent tomber le côté social (et pour cause : eux qui prétendaient lutter contre le plan Juppé l'appliquent dans tous ses détails, de même que, fervents défenseurs du service public, ils ont privatisé à tour de bras, etc.) mais, ils connaissent maintenant une nouvelle musique, qu'ils exploitent sans vergogne. C'est le filon pseudo-culturel.

Ce coup ci, on va utiliser le groupe ZEBDA que tout le monde connaît. Il est issu du quartier des Izards. Pour certains d'entre nous, ils sont d'anciens copains de jeu de notre enfance, puis nous les avons connus dans les années 80 avec Vitècri... Mais sont-ils si sûrs que cela de représenter maintenant les aspirations des jeunes de banlieue ?

C'est ce que voudrait nous faire croire les politiciens qui les entourent. La Dépêche du Midi ne manque pas, à chaque occasion, d'affirmer qu'ils seraient implantés dans les quartiers. Un signe qui ne trompe pourtant pas, est que l'adresse de la liste "Motivée" est située en plein centre ville, alors qu'autrefois le local de l'association Vitècri était situé aux Izards. Quelle en est la raison ? La honte d'avoir un local en banlieue ou

la peur de se le faire casser ?

Enfin, quid du deuxième tour des élections ?

Verrons nous l'aboutissement des grenouillages auxquels nous avons commencé à assister pendant les formations de listes ? ("Téjection" par la liste "Motivés" des parrains LCR, si elle ne me tire pas les larmes des yeux, est la preuve que ces chanteurs, qui font leur entrée en politique, n'ont plus grand chose à apprendre question politiciaillerie). Certains ont repéré des taupes de Jospin dans leur entourage immédiat ; les socialistes étant effectivement très motivés par la récupération des quelques centaines de voix qui pourraient faire basculer la mairie. Mais je pense que c'est surtout en essayant d'amener aux urnes, sur un air de samba (résille?)¹ des abstentionnistes traditionnels que les "Motivés" renforcent le pouvoir qui, soyez-en sûr, saura leur renvoyer l'ascenseur.

Même si beaucoup de questions sont donc encore sans réponse, on peut déjà affirmer qu'après "tomber la chemise", le nouveau tube à la mode sera un remix de Dutronc... vous savez, cette chanson sur ceux qui savent retourner leur veste toujours au bon moment... ♦

Un lecteur ex-électeur.

¹ Les lecteurs qui suivent l'actualité musico-politico-comico-culturelle de la ville me comprendront !



La liste MOTIVE-E-S, pour les élections municipales de Toulouse, présente deux particularités : l'une, d'avoir en présentoir un groupe de musette commercial et l'autre, de n'avoir aucun programme. Intriguée, je me suis rendue à leur débat public du 18 décembre, aux allées de Barcelone.

Les chaises sont disposées en rond et les gens qui parlent sont au centre et non sur l'estrade : ça se veut convivial et les décorations de Noël préjugent bien du ton de la soirée. Constat clinique : il n'y a pas grand monde (la salle est juste pleine) et surtout quasiment pas de jeunes. C'est bien dommage, pour une liste qui défend "la politique autrement", l'implication citoyenne, la réappropriation du champ politique et machin truc, de voir que leur principal réservoir de voix (les jeunes, amateurs du groupe sus-cité) ne daigne pas se déplacer quand il s'agit de causer sérieusement. Pas de jeune, donc pas de jeune banlieusard, ni de banlieusard tout court, d'ailleurs, ce qui est encore plus dommage quand on voit l'effort déployé pour parsemer les textes de prénoms exotiques^{*1}. Mais c'est vrai que le débat a lieu en centre ville, ce qui n'est pas pratique pour tout le monde ... Enfin bon, écoutons ce qu'ils ont à nous dire.

Une présentation/genèse avec un historique du "mouvement" Zebda/tactcollectif et consorts, assez intéressant, notamment quant au rôle qu'a joué "SOS-racisme" dans la décomposition des mouvements de beurs du milieu des années 80. Puis vinrent quelques questions, dont une sur le désengagement soudain face à la LCR (avec qui ils faisaient chemin depuis quelques années). Réponse : "Oh, tu sais, on a besoin d'un temps pour se réapproprié (sic), on est des citoyens, on veut pas de professionnels de la politique, on n'est pas un parti...". Bon, louable intention, pensais-je, bien

que les motivations de cette rupture restent assez obscures (d'autant que ça ne les a pas empêchés de se présenter aux européennes avec LO et la L.C.R.). Mais alors, à quoi ça sert de se présenter aux élections ? Puis les gens inscrits sur la liste se présentent. Nouvelle question sur le pourquoi de la distanciation d'avec la L.C.R., d'autant qu'il n'y a (officiellement) aucune stratégie pour le second tour. Cela cachera-t-il des alliances inavouables^{*2} ? Réponse : "On verra plus tard (les grands axes de la soirée étant déjà établis), moi, les pactes, je m'en branle (re-sic), moi, j'ai fait l'intergalactique"^{*3}... Et on a eu droit à une magnifique envolée lyrique remplie de "moi je, moi je, moi je". Bon, là encore, pourquoi pas, si c'est ça qu'ils appellent faire de la politique autrement (mais je comprends de moins en moins pourquoi ils se présentent aux élections). Disons que jusqu'ici, ça ressemblait plutôt à un club de la pseudo-contestation, rasoir mais inoffensif. Puis les présentations continuent, c'est au tour des anciens combattants: Michel, vieux militant syndical, Fabien, militant d'AC 1, Charles, qui fait de la politique depuis 1957, ancien du PSU, membre d'ARV, qui nous explique que, bon, la politique politicienne, ça ne les intéresse pas, mais qu'il faut quand même "faire" plus de cinq pour cent, sinon il va falloir payer les frais de campagne (il le sait parce qu'il a l'habitude de se présenter aux élections). Donc, faire de la politique autrement, c'est faire de la politique avec les mêmes, mais sans programme ?

C'est quand les anciennes du MLF ont commencé à raconter leur vie et à entonner une chanson que je me suis barrée. Et puis le côté gentil éducateur/on-est-là-pour-t'aider-tu-peux-le-faire (voter) m'insupporte. J'ai donc raté l'explication du fonctionnement du collectif, les perspectives et tout ça, mais ça avait déjà été un peu abordé : à grand renfort d'as-

semblées générales, de commissions de travail, de non cumul des mandats et surtout de réappropriation du champ politique par les citoyens, discours creux, énoncé comme on lirait un bréviaire pour la centième fois. Les vraies questions (comment se réapproprier nos vies, prendre le contrôle direct des décisions qui nous concernent, de quels outils se munir, comment et surtout pourquoi s'organiser à la base ?) on en était assez loin, les élections étant tour à tour un moyen pour un but mal défini et un but d'une utilité peu compréhensible. Je m'étais dit que j'allais écrire un vache article pour bien faire comprendre que la prise en mains de la gestion de la cité n'a rien à voir avec un discours électoral déphasé, que l'action directe n'a rien à voir avec un rabâchage de ses slogans les plus courants, mais c'était tellement lamentable que c'est même pas la peine. Ceux qui y trouveront un nouvel outil social formidable feront une fois de plus la preuve que les élections sont vraiment un piège à cons. ♦

Julie

*1 - Ces remarques de sociologie générale ne concernent évidemment que le public, les candidats, qui se sont présentés à tour de rôle, étant une représentation plus complète du fameux citoyen visé : le cheminot à la retraite (sympa), le jeune beur (un des chanteurs du groupe) qui veut pouvoir bosser en intérim (sympa, tout le monde rigole quand il parle de clichon), la femme libérée (mais énervée), le militant associatif (sympa)...

*2 - Les mauvaises langues parlent de projets gardés au secret, rumeurs renforcées par la présence de membres du parti socialiste et son-là.

*3 - Rencontre internationale impulsée au Chiapas, alors à la mode, avec une semaine réservée aux européens et une semaine réservée aux non européens (sans commentaire).

Nous assistons depuis quelques années à un vrai battage médiatique nous décrivant, d'un côté les "effets de la mondialisation", et, de l'autre, leurs prétendus détracteurs. Ces derniers prétendent pouvoir combattre les conséquences de la restructuration actuelle du capitalisme sans remettre en question la nature même de ce système. D'autres persistent à nous dire, tout comme ils l'avaient déjà fait en 1981 lors de l'élection de Mitterrand que "ce n'est qu'un début". Qu'en est-il réellement ?

Beaucoup a déjà été dit sur ce sujet. Je voudrais simplement, avec cet article, tenter de démontrer quel est le dilemme pernicieux des "mobilisations anti-mondialisation", dilemme qui réside au cœur même de ce concept à cause de son ambiguïté notamment, avec toutes les conséquences et répercussions que cela peut avoir tant au niveau social que politique.

PREMIER CONSTAT

Nous ne sommes pas sans savoir que le désarroi engendré par la crise sociale actuelle a pour effet de produire une confusion idéologique nuisible à la lucidité individuelle dans les rangs de notre classe sociale. Déjà démunie depuis longtemps de ses propres outils de lutte confisqués par les alliés de la bourgeoisie (syndicats réformistes, "représentants" officiels du mouvement ouvrier, etc.), les repères exploités/exploiteurs ont été volontairement floués et certains travailleurs, salariés ou chômeurs se sentent désormais désarmés et manquent parfois de discernement social. Je crois que c'est ce qui pourrait en partie expliquer pourquoi certaines personnes se font piéger par des marchés de dupes, des simulacres de contestation sociale. Ce qui est à déplorer, c'est que de prétendus "libertaires" ou de soi-disant "anarcho-syndicalistes" tombent eux aussi dans le panneau par manque d'analyse.

En somme, je pense que les mouvements "anti-mondialisation" sont un nouveau mythe, un de plus, parmi les innombrables qui ont pu décevoir et "trahir" la classe ouvrière partout dans le monde (hier, les régimes communistes, les partis "ouvriers" communistes ou socia-

listes, leurs chefs, leurs symboles, par exemple le Che et les guérillas "anticapitalistes", etc.).



DETOURNEMENT DE LUTTE

Aujourd'hui tout cela ne peut plus réapparaître tel quel, l'erreur était trop grossière et ces mythes sont devenus des cauchemars. Dans le même temps le capitalisme nous montre chaque jour un peu plus son vrai visage : celui de la misère et de l'exploitation. Que reste-t-il à la bourgeoisie pour couper l'herbe sous le pied de la révolution sociale ? Je pense que leur solution réside dans une forme de social-démocratie dotée d'un radicalisme de façade. Pour cela, elle a besoin d'intégrer des forces contestatrices radicalisées qui auraient pu paraître crédibles et intéressantes pour qui n'est pas très regardant sur leur contenu. Ces mouvements voudraient se faire passer pour l'émergence spontanée d'un ras-le-bol naissant (je pense au mouvement ATTAC, à AC!, à la Confédération Paysanne par exemple*). Quoi de plus spectaculaire pour attirer les mécontents ? De fait, les luttes coupées de tout potentiel réellement subversif voient le

jour au détriment d'un vrai combat pour la seule raison que quelques obstinés et ceux qui les suivent reportent (en apparence pour les uns, réellement pour les autres) leurs espoirs sur une caricature grossière et inefficace de lutte anticapitaliste. Cette lutte devient alors un combat d'arrière-garde qui sous prétexte de "résistance", fait valoir des mots d'ordre réformistes ("taxons le capital", etc.) qui sont eux détachés de tout complexe, puis enrobés de mots creux tels que "mais ce n'est qu'un début", "tous ensemble", etc., pour mieux justifier ce que j'appellerai une "régression contrôlée".

Les possibles luttes quotidiennes inscrites dans le long terme et contrôlées, elles, par leurs propres acteurs à la base sont alors remplacées par un spectacle d'un jour orchestré par des représentants auto-proclamés, le tout préparé longtemps à l'avance et assisté par des spectateurs (shows-meetings, concerts à gros budgets...).

On et loin donc des grandes grèves générales qui traversaient le début du 20ème siècle. Toute l'énergie et le temps perdus dans ces mascarades politiciennes sont autant de temps gagné par les dirigeants et le capitalisme pour opérer la grande "refondation sociale" si chère au MEDEF. Pendant ce temps-là les licenciements se multiplient et, à part l'été dernier (avec les conflits et actions directes dans les usines Cellatex de Givet, Adelshoffen, Forgeval, Bertrand Faure et d'autres endroits encore dont les médias n'ont pas parlé) on n'a pas vu l'ombre d'une action sociale qui

risquerait d'entraver le bon fonctionnement du système capitaliste. Les chômeurs eux, pourront toujours s'adresser à M. José Bové pour ne pas être radiés des Assedics avec le Parc.

Alors, en définitive, il faut donc se poser cette question : qui sont les vrais voleurs ? Les capitalistes, qui font leur vrai travail de capitalistes, toujours à la recherche du profit maximal ; ou leurs complices, ceux qui veulent nous faire croire que l'on pourrait les influencer par le biais de l'Etat, qu'il faudrait déjà lui-même influencer ? (Cf. le fameux "faire pression" des gauchistes de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire après l'instauration du gouvernement "de gauche" en 1997, ou les coups d'éclat médiatiques de la Conf. Paysanne et de son porte-parole). Où en est-on aujourd'hui, même au niveau "national" ? Pour aller droit au but, "l'anti-mondialisation" est une erreur, tout comme le mouvement hétéroclite mais néanmoins très corporatiste qui prétend la représenter l'est encore plus.

MONDIALISATION & DIVERSION

Ce que l'on appelle "la mondialisation" n'est qu'une mutation du capitalisme, une conséquence logique liée à son évolution et qui était somme toute certainement prévisible, même si certains feignent aujourd'hui de la découvrir alors qu'ils n'étaient pas si regardants lorsque ce même système économique exploitait déjà des millions d'individus à tour de bras partout dans le monde, quand celui-ci était géré de manière plus étatiste. C'est toute cette gauche bien gôche qui fait ses simagrées à la télévision actuellement en nous disant que, si on ne les rejoint pas, ça va être la fin du monde, alors même qu'ils accep-

taient tout ça il y a quelques années à peine en fermant leur gueule bien à l'abri des regards. Tout ça n'est que de l'hypocrisie mondaine de petits bourgeois qui prennent peur et qui ne voudraient pas que la "mondialisation" fasse trop sale, qu'elle se voit trop et que les gens prennent conscience de la véritable nature du système capitaliste et se révoltent vraiment. Tout ça permet à cette même gauche ou "extrême gauche" non-entièrement institutionnalisée pour l'instant (on va voir ce qu'elle deviendra en 2002) de se donner bonne conscience (les mouvements comme ATTAC par exemple, sont, comme par hasard, majoritairement composés de membres issus de la



classe moyenne ou déjà engagés par ailleurs dans des organisations de gauche).

Le concept de mondialisation et son demi-frère "l'anti-" n'est pas seulement le terme désigné pour qualifier la mutation actuelle du capitalisme (qui n'est pas destinée à autre chose qu'à lui faire une peau neuve pour se ressourcer et accroître ses profits). Il n'est pas non plus uniquement le reflet d'une hypocrisie, mais c'est aussi un concept galvaudé pour deux raisons : d'une part, parce que le système capitaliste est, par

essence même, mondialiste dans sa conception, son fonctionnement et son expansion (s'il peut encore s'étendre...) et d'autre part parce qu'il n'est "mondialiste" que pour ce qui a une valeur strictement marchande. L'humain n'est pas pris en compte dans cet aspect, excepté en ce qui concerne les déplacements forcés dus aux délocalisations d'entreprises et aux besoins en main d'œuvre, en tant que marchandise productive. Le nombre d'exploités migrants est de l'ordre de 120 millions de personnes en ce début de millénaire, et les migrations de "pauvres" vers les pays riches vont certainement s'intensifier à cause des nouveaux besoins patronaux des pays industrialisés face à la baisse démographique de ces pays¹. Mais les frontières restent toujours de marbre pour les êtres humains qui cherchent un peu de liberté ou qui cherchent à rompre avec la misère.

"L'anti-mondialisation" n'est donc pas un critère de ralliement possible et la lutte à mener ne se situe pas entre les partisans de la "mondialisation" et ceux de "l'anti-". Plus que jamais, c'est l'anarcho-syndicalisme qu'il nous faut reconstruire de manière solidaire partout dans le monde, avec détermination et sur des bases claires pour mettre fin à ce système d'exploitation et de profit insolent sur lequel repose l'essentiel de la domination que nous subissons. ♦

A. Sulfuric, CNT-AIT Paris

1 - Voir les articles "Manif contre l'OMC : le bal des réformards", "Les deux mamelles de la Confédération Paysanne : néo-gauchisme et réformisme" et "Lettre ouverte à Monsieur Ramoner" parus dans nos précédents numéros.

2 - Source : "Dans le monde, une classe en lutte", Avril 2000.

Nous avons reçu un témoignage désabusé, d'un militant toulousain (non cégétiste) qui s'est rendu à Nice pour la dernière manifestation "anti-mondialisation". Même si, pour des raisons de place, il ne nous est pas possible de reproduire son texte intégralement, il nous a paru important d'en donner de larges extraits, en l'occurrence une partie de l'introduction et sa conclusion.

Mercredi 6 décembre, 5 h du mat, gare Matabiau, nous nous sommes retrouvés une petite quinzaine pour la prise du bus "autogéré" (enfin, l'autre) en partance pour en découdre avec le sommet et son contre... Depuis deux mois, un groupe de quelques personnes s'affairait à monter en coordination (via Internet) une action TGN (Train Gratuit pour Nice). Cette précaution s'est révélée judicieuse : les hôtesse d'accueil du hall de la gare Matabiau arboraient des uniformes plus virils qu'à l'accoutumée, transportés par sept cars. Résultat, les rescapés de l'opération TG...P. (Train Gratuit Plouff) n'arriveront à Nice qu'à 2 heures du matin.

Première vision de la ville dans le bus arrivé à 14 h 30 : des cohortes de bus en tout genre (d'un plus haut standing que le nôtre) quelques centaines, étiquetés CGT, UGT, CFDT ... Le temps de trouver à se garer, nous avons croisé des milliers d'humains-sandwiches aux couleurs de leurs syndicats, pour la CGT, des dossards tout plastique blanc (en XXXL, taille unique). Une moyenne d'un drapeau toutes les 4 personnes. Les basques, c'est un par personne, le drapeau. Pour dire, beaucoup d'étiquetage.

Résultats :

La majorité des manifestants est retournée dans ses pénates le jeudi soir. Alors que le sommet n'était pas fini le dimanche soir ! Le moment important de l'opposition au sommet s'est situé la veille (le mercredi). Toutes les organisations et groupes y ont participé ! Tout ensemble, tous ensemble ???

La stratégie de blocage n'a pas fonctionné du tout. Mauvaise organisation ? Volonté délibérée ?

Chi lo sa ! Alors que la résistance policière était assez légère aux bords du palais, que la détermination de beaucoup de manifestants était évidente, il n'y a eu aucune tentative pour rentrer dans le périmètre. Aucun moyen d'information ou de logistique cohérente d'accueil n'avaient été mis en place par les organisateurs. Par ailleurs, aucun regroupement à tendance "libertaire" large n'a eu lieu. La tendance qui est de développer des actions directes^{*1}, en petits groupes affinitaires, engendre d'une part un grand cloisonnement (du fait des risques d'infiltrations policières) et d'autre part beaucoup de boulot pour ceux qui s'y adonnent : repérer des objectifs dans une ville que tu ne connais pas et qui est quadrillée à tous les coins de rues ... demande pas mal d'énergie et laisse peu d'espace à une coordination, en tout cas pour établir une stratégie un peu collective...

Le jeu du *qui-vent-quoi* nous a encore piégés : entre ceux qui voulaient participer en tant qu'intervenants dans le sommet, ceux qui veulent réformer ou humaniser ce système, ceux qui veulent s'en débarrasser, ceux qui participent au gouvernement ; la LCR^{*2} par exemple, les nationalistes et *tutti quanti*, on a du mal à retrouver ses petits dans une logique commune ! Sans parler des doubles jeux politiques : on peut être membre de la CGT, activiste d'ATTAC et sur une liste LCR pour les municipales...

Penser globalement, agir localement ... Et les organisateurs du contre-sommet ont largement joué sur tous les tableaux, incitant à la violence à 7 heures du matin pour s'en désolidariser publiquement vers 17 heures.

Le traitement médiatique des affrontements a bien sûr isolé les actions directes^{*1} ou violentes du contre-sommet, accentuant le clivage entre "citoyens responsables" et "casseurs incivils".

Difficile d'apprendre quoi que ce soit sur les arrestations : pas de liste disponible des personnes arrêtées ... la seule source d'infos restant Indymédia^{*3} ... Mais, déception : au Diables Bleus^{*4}, rien ne semblait perturber l'ambiance cool et musicale de cette belle après-midi niçoise. Au moment culminant du remplissage du commissariat, les ordis du pool média étaient monopolisés par les montages vidéo des zaptualités.

Tout cela laisse la sale impression d'être le dindon de la farce, de servir de main d'œuvre puis de repoussoir à une bande de démocrates parlementaristes et à bien d'autres.

Un fait est cependant assez inquiétant : le même scénario se reproduit à chaque sommet. S'ensuit une série d'arrestations, d'inculpations, pratiquement aucun soutien, peu d'infos. Et cela repars de plus belle...

Les DOU V-con
(Devinez d'où l'on vient). ♦

PS : Dans les bus collectifs affrétés à l'occasion des sommets, les personnes qui sont à l'initiative se plaignent d'être pris pour des monos. Au rôle de consommateur correspond celui de berger.

NDLR :

*1 - Nous avons conservé ce terme quoiqu'improprement employé ici : l'action directe étant l'action syndicale sans médiation de personnes étrangères au conflit, et pas la propagande par le fait.

*2 - Nous avons aussi conservé cette inexactitude. La LCR ne participe pas au gouvernement national. Mais elle a contribué à l'élection du Président pro-gouvernemental de Midi-Pyrénées.

*3 - Site internet utilisé par les organisateurs.

*4 - Lieu de retrouvailles des organisateurs.

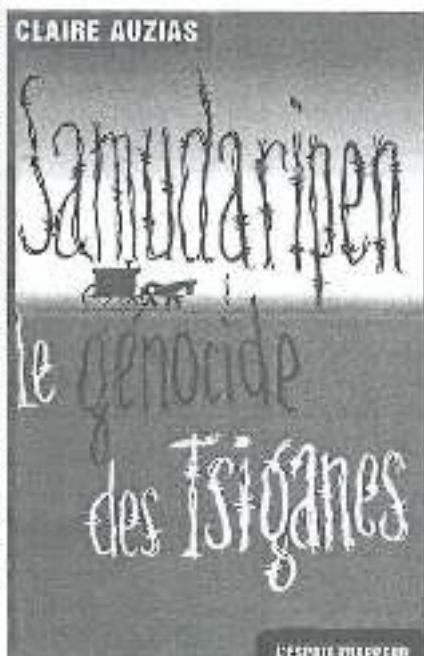
Le "devoir de mémoire" concernant les atrocités nazies s'impose maintenant, paraît-il, à tout "citoyen". Mais cette "mémoire", dont on nous rebat les oreilles, présente curieusement de sacrés trous !

Les docteurs ex-devoir de mémoire minimisent en effet systématiquement, et parfois "oublent" en totalité, certaines catégories de victimes. Comme si être anarchiste, gitan ou homosexuel ne faisait pas assez coquet dans le paysage des souvenirs honorablement consensuels.

Les anarcho-syndicalistes allemands de la FAU-AIT (Frei Arbeiter Union) ont été parmi les premiers exterminés par les nazis. Au fur et à mesure de l'avancée des troupes d'Hitler, de nombreux autres compagnons ont été massacrés pour faits de résistance révolutionnaire. Nombreuses par exemple furent les femmes de la CNT d'Espagne, d'abord internées dans les camps français, puis déportées à Mauthausen ou à Ravensbrück. Pour en rester à Toulouse, Umberto Marzocchi, futur secrétaire de l'Internationale des fédérations anarchistes (Crifa), fut jeté dans les geôles de la prison St Michel et les frères Lyon, imprimeurs anarchistes, payèrent de leur vie tous les faux papiers, tous les écrits de propagande qu'ils fournirent à la résistance. Pourquoi n'y a-t-il pas un mot sur la résistance libertaire dans toutes les manifestations officielles ? Où est le devoir de mémoire envers les idées de ces militants de la liberté ?

Les gitans, les manouches, les roms, ceux que nous appelons tziganes, après avoir subi un génocide, sont tout autant écartés de la mémoire officielle. Il n'y a pourtant aucun doute : plus d'un demi million de tziganes (soit environ 15 % de la population) a été exterminé par les nazis qui les qualifiaient de "race inférieure". L'Etat français apporta une collaboration efficace à cette politique : au moins 206 camps d'internement furent créés (quatre autour de

Toulouse : Clairefonds, Noé, Montaudran, le Récébedou). Les chefs de camps, militaires à la retraite, étaient nommés par arrêté préfectoral. Ils y organisaient la survie et surtout la mort avec efficacité : 1/3 des tziganes internés en France en moururent. A la Libération, la nouvelle république ne fut pas tendre à leur égard : les tziganes ne furent libérés qu'en 1946 (les quinze derniers prisonniers exactement fin mai



46), soit deux ans après tous les autres internés présents sur le sol français. Notre république a de ces trous de mémoire !

De son côté, un de nos lecteurs, nous envoie copie de la correspondance qu'il a adressée aux plus hautes autorités de l'Etat : "Je reviens d'Autriche et je suis triste... Libre de toutes attaches associatives et politiques, je suis témoin survivant de l'extermination des homosexuels et homosexuelles et je vous demande pardon de vivre encore (...) A plusieurs reprises, j'ai demandé la réhabilitation totale. Je souhaite le respect, la compréhension, la recon-

naissance nationale officielle de la déportation pour homosexualité...". C'était le 8 septembre 96. Plus de quatre ans après, Pierre Seel attend toujours une réponse... Pas très pressées, les autorités, de remplir leur "devoir de mémoire"...

On fait toujours semblant d'ignorer dans les livres d'histoire comme du côté des associations de déportés, qu'en application du code pénal prussien, des hommes et des femmes ont été rafles, incarcérés et déportés parce qu'ils étaient homosexuels. Beaucoup d'entre eux périrent dans les camps d'extermination comme celui de Sachsenhausen. Il est intéressant de rappeler que ces rafles furent rendues possibles et efficaces grâce aux lettres de dénonciation envoyées par de "bons citoyens". La délation, couverte sous le voile hypocrite de l'obéissance aux lois, du civisme et généralement de l'anonymat, a toujours été l'arme des totalitarismes. Ce sont les mêmes qui ont dénoncé hier les juifs, les opposants, les homosexuels, qui sont prêts aujourd'hui à dénoncer (ou qui dénoncent déjà effectivement) les sans-papiers et tous ceux dont le comportement est jugé "déviant" par une morale petite bourgeoise obsolète.

Déporté à 18 ans au camp de concentration de Schirmeck Struthof, Pierre Seel, lui, attend toujours sa réponse.

"La mémoire ne se sérialise pas. Elle est une ou elle n'est pas" (Jean Le Bitoux). Messieurs les Spécialistes du Devoir de Mémoire, allez-vous continuer encore longtemps à considérer comme digne de mémoire la déportation des uns et comme ignominieuse, négligeable ou douteuse la déportation des autres ? ♦

Remember !

Documentation :

"Moi, Pierre Seel, déporté homo-sexuel", éd. Calmann-Lévy, Paris, 1994.

"Samudaripen, le génocide des Tziganes", Claire Auzias, éd. L'esprit frappeur, 2000.

DE GRENADE A OSLO

Le 8 décembre dernier s'est ouvert, le XXI^{ème} Congrès de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs), dont la CNT-AIT est la section en France. Ce Congrès a eu lieu cette fois à Grenade, en Espagne, et l'on a pu compter avec la participation des délégués des syndicats anarcho-syndicalistes des quatre coins du monde. Pendant les trois jours de travaux, des thèmes d'actualité furent débattus, comme les aliments transgénétiques, le plan Colombie, la guerre de Tchétchénie... tout comme le développement organique de notre internationale, face à des tentatives de créer une internationale parallèle.

Dans ce congrès, celui qui fut Secrétaire général de l'AIT pendant ce mandat, José Luis Garcia Rua (CNT d'Espagne) présenta, avec l'ensemble du secrétariat sa démission, comme il est d'usage, après avoir su mener à bon port son travail. Le nouveau Secrétariat général, nommé à la fin du Congrès, reviendra aux compagnons de la NSF (Norsk Syndikalistisk Forbund), la section norvégienne.

Nous reviendrons sur l'ensemble de ces thématiques dans de prochains numéros. ♦

N, membre de la délégation française.

RETOUR SUR IMAGE

Parmi les organisations qui se prétendent anarcho-syndicalistes dans le monde figure la CGT espagnole. Nous nous étions étonné voici quelques mois dans nos colonnes que la CGT-E syndique des matons (gardiens de prison). En effet, c'est un principe, les anarcho-syndicalistes refusent de syndiquer les membres des forces répressives de l'état (flics,

gendarmes, matons, ...). Certains syndicats de la CGT, comme celui de Santander, s'étaient défendus en prétextant que nous faisons confusion entre "administration pénitentiaire" (les matons) et "administration périphérique" (des fonctionnaires propres ?). La CNA (Cruz Negra Anarquista), organisations de soutien aux prisonniers de l'Etat espagnol, nous adresse un dossier dont il ressort sans doute possible que c'est bien de matons qu'il s'agit : Entre autres, nous disposons maintenant de la liste indiquant le nombre de voix obtenues, prison par prison, par les candidats de la CGT aux élections de matons. (ce dossier, en espagnol, est disponible sur simple demande au journal).



Pour assaisonner le tout, Cruz Negra Anarquista nous envoie une coupure d'un quotidien régional "La voz de Almeria", un peu ancienne, mais qui vaut son pesant de cacahuètes. Nous traduisons : "Au cours de la rencontre qui se situe dans le cadre des contacts que l'évêque entretient avec divers collectifs pour échanger des impressions, R. Lopez secrétaire de l'UGT dans la province, Cristobal Cervantes secrétaire général de la CGT (Almeria) et C. Morales représentante de l'Equipe de la Pastoral Ouvrière ont fait des propositions : potentialiser la collaboration avec la Pastoral, ... former une commission qui prépare le chemin pour trouver la réponse à "Que

demandes-tu à l'église d'Almeria aujourd'hui ?" (c'est-à-dire le sujet-synode diocésain !).

Après les syndicats de matons, les syndicats de culs-bénis! Tout ceci n'a rien à voir avec l'anarcho-syndicalisme, est-il encore utile de le préciser ? ♦

Pablito Limpio

FASCISME D'ETAT EN TCHEQUIE

Violamment agressés par des néo-nazis, des militants anarchistes et antifascistes de Zlin qui les avaient énergiquement repoussés ont été lourdement condamnés par l'Etat Tchèque. Après avoir présenté les skinheads comme de "tranquilles promeneurs", la police a fait inculper onze militants, dont la plus part n'étaient pas présents sur les lieux au moments des faits. Rappelons pour éclairer ce point que le ministère de l'intérieur a reconnu il y a quelques mois qu'un tiers des flics tchèques sont membres ou sympathisants actifs de mouvements fascistes, racistes ou

nationaliste. Devant l'évidence de la manipulation policière, le tribunal a été contraint de relaxer 8 des inculpés, mais il a condamné aussi lourdement que possible trois des inculpés (respectivement l'un à 4 ans de prison dont 3 avec sursis, les deux autres 3 ans dont 2 avec sursis). L'Anarchist Black Cross remercie tous ceux, en particulier les lecteurs de notre journal, qui ont manifesté dans les mois précédents leur solidarité morale et financière et appelle à rester attentifs pour la suite des événements. ♦

D'après les infos de l'ABC Tchèque.

Depuis quelques numéros, notre journal reçoit un abondant courrier et des documents de diverses sources. Dans ce numéro, nous nous en sommes fait l'écho dans plusieurs des pages précédentes et nous publions ci-après quelques autres lettres. Cependant, malgré notre récente augmentation de pagination, il nous est totalement impossible de parler de tout ce que nous avons reçu, même en choisissant, comme nous le faisons dans de nombreux cas, de ne publier que des extraits.

Nous nous excusons auprès des correspondants que nous ne pouvons citer. Nous remercions tous ceux qui nous écrivent et les encourageons à continuer.

RETRAITES & INÉGALITÉS SOCIALES

Douloureuse fin d'année pour les retraités de la fonction publique qui ont découvert avec effarement que, sous prétexte de "réforme européenne" et "d'allongement de la durée de vie" leur caisse mutuelle de retraite complémentaire se permettait de réduire sensiblement (de 15 à 17 %) leur complément retraite. A titre d'exemple, un couple d'instituteurs ayant cotisé toute sa carrière voit ses revenus diminués de plus de 9000 francs par an.

Alors que cette réforme affecte le niveau de vie de centaines de milliers de personnes, alors qu'il s'agit d'une rupture unilatérale du contrat liant les retraités à leur mutuelle (la préservation du niveau de vie, la perspective de versement sûrs et réguliers sont des arguments avancés par les mutuelles), les grandes centrales syndicales, censées défendre les intérêts des travailleurs, brillent par leur silence et leur absence de réaction. En fait, leur silence est un aveu. A une époque où les riches ne se sont jamais autant enrichis (la revue "Capital" nous apprend par exemple que le patrimoine de Mme Bettencourt, 1^{re} fortune de France, c'est accru au cours de ces deux dernières années de 39 millions de francs par heure. Mme Bettencourt gagnant donc, chaque heure, l'équivalent de ce que gagnent dans un mois 870 travailleurs payés au Smic ! En deux ans, sa fortune a augmenté de 64 milliards de francs par le simple jeu de la spéculation boursière) que peuvent

La rédaction valoir, à un si scandaleux niveau d'inégalité, les arguments gestionnaires de ces prétendus défenseurs des travailleurs ?

Une lectrice, retraitée de la fonction publique (82). ◆

HIP-HOP

A l'origine de la création de "HIP-HOP - Halte à l'interdiction de la Palestine - Hurlement offensif et pacifiste", il faut revenir aux événements douloureux qui secouent la Palestine. Le XX^{ème} siècle s'achève avec autant de barbarie qu'à sa naissance. Cette humanité, perdue dans les profondeurs du discours apologétique libéral s'engouffre dans l'une des plus tristes régressions de son histoire : loin d'atténuer les conflits ethniques, raciaux ou religieux dans le monde, la "mondialisation heureuse" exacerbe les tensions et favorise les replis identitaires et archaïques. C'est sans parler du creusement tranquille et honteux des inégalités sociales et économiques à l'échelle de la planète, à l'heure où la production mondiale pourrait largement subvenir à tous les besoins élémentaires des peuples. C'est pour toi Mohammed, blessure de mon cœur meurtri et insoumis, et pour tous les "Mohammed" d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Océanie ou d'Amérique qui se battent pour des causes dont ils ignorent les enjeux, que j'ai fondé cette modeste association. Plus le sang coule dans le 1/3 monde, plus le nord s'enferme dans une indifférence offensante et méprisante. C'est pour la reconnaissance, le devoir de mémoire et la vérité qu'HIP-HOP se

propose d'œuvrer pour une meilleure compréhension des problèmes qui agitent ce monde léthargique. C'est toujours à l'heure des défis que l'humanité connaît sa propre profondeur.

"Hip-Hop, Halte à l'interdiction de la Palestine - Hurlement offensif et pacifiste", 06 12 16 25 18 ◆

PALESTINE

Femmes et hommes d'Israël et de Palestine, mes amis, mes frères.

Luttez pour l'égalité de tous et je vous soutiendrai. Faites de vos lieux de cultes, prétexte à tant de tueries, des hôpitaux et des écoles laïques et je vous soutiendrai. Les luttes de territoires et de pouvoirs sont archaïques, injustes et sangninaires.

Ne poussez pas vos enfants à l'avant des fusils, ne les mettez pas au monde pour en faire des martyrs. Faites-en des militants pour la justice et la liberté de chacun. Ne créez pas d'état militaire ou religieux, et je vous soutiendrai. La terre est à tous, partagez ses richesses et je vous soutiendrai.

Christine (32) ◆

HALLOWEEN, LE RETOUR

Je pense qu'une précision s'impose après la lecture d'un article intitulé "Halloween Go Home" (CS de Novembre-décembre). Je ne suis pas du tout membre du CROC, je ne connais personne de cette organisation et je ne connais d'elle que son sigle, sans savoir vraiment quelles sont ses idées. Par contre, il me semble évident que les sentiments qui lui sont prêtés par Valérie sont quelque peu déformés ou du moins mal compris. Il est évident, je répète, que ces protestations ne s'élevaient pas contre une fête étrangère tout simplement parce que non-occitane, mais bien sûr parce qu'il s'agit là de la dernière manifestation à la mode de l'auto-américanisation culturelle du monde (j'insiste sur "auto") qui semble spontanée, mais qui nous est en fait imposée par des commerçants désireux de trouver un relais entre la juteuse rentrée des classes et les ren-

tables fêtes de fin d'année (ce qui n'a pas échappé à Valérie). A ma connaissance, le CROC ne barbouille pas les affiches des fêtes du Ramadan célébrées par la communauté musulmane, ni celles du Têt, ni non plus de Hannoucah. Me trompes-je ? D'ailleurs, la cible de la rue Alsace-Lorraine est hautement symbolique. Il s'agit-là d'une vraie réaction anti-culturo-impérialiste à laquelle je m'associe, tout simplement parce que je considère que le recours systématique à l'exemple américain dans tous les domaines est, au minimum, un appauvrissement de la créativité et une uniformisation des esprits très néfaste, bien sûr, dans son volet politique. Valérie, je t'assure, ils ne "veulent pas empêcher la célébration d'une fête", ils protestent contre un phénomène général. Je le sais, je ne les connais pas.

Jean-Marc L. (31) ◆

LECTURE IMPOSEE

Je ne souhaite plus recevoir votre journal "Le Combat syndicaliste" auquel je ne suis pas abonné et qui ne m'intéresse pas.

Les envois autoritaires que vous m'infligez par la publicité ou la lecture imposée de ce journal ne montrent en rien le respect à la liberté de chacun.

S., individuel PA, (82) ◆

NDLR : Très souvent des lecteurs nous communiquent les adresses d'amis qui pourraient être intéressés par le CS. Nous le leur faisons parvenir, gratuitement et bien sûr sans engagement. Nous ne pensons pas qu'offrir un journal dans ces conditions attente à la liberté de qui que ce soit. En tout cas, en ce qui nous concerne, nous recevons avec intérêt toutes correspondances et publications, même (et on pourrait écrire encore plus) quand elles proviennent de ceux qui ne pensent pas comme nous. Contrairement à notre ex-lecteur involontaire, nous pensons que de la lecture, de l'information, de la confrontation peut naître la lumière.

S.I.A.

"Solidarité Internationale Antifasciste" nous informe que, comme chaque année, elle publie sous forme de calendrier, une série de textes et d'illustrations qui se rapportent à un thème. Pour 2001, le thème retenu est le fascisme. Par ailleurs, cette organisation, créée au départ pour soutenir la révolution espagnole, cherche à écrire son histoire. Tous ceux qui peuvent témoigner de ses premières années sont appelés à se manifester.

Le calendrier est disponible au local CNT-AIT (30 f. - frais de port). ◆

DERNIERE MINUTE

Un lecteur vient de nous faire parvenir trois communiqués émanant de groupes parisiens ("Ne laissons pas faire" et "Défense active") qui expriment la révolte devant les conditions de détention inhumaine des personnes et appelle à la solidarité avec Jean-Marc Rouillon, en grève de la faim depuis le 14 décembre 2000, jour de son transfert arbitraire à la Centrale de St Maur. J.M. Rouillon, militant du groupe "Action directe" est en prison depuis 14 ans. Il préparait un livre sur la détention. Il semble que certains membres de la pénitencière aient agi en représailles contre certaines révélations contenues dans ce livre.

J.-M. Rouillon, écrit 3663, Maison centrale Bel Air, 36250 St Maur. ◆

LE BILLET DE GEORGES : LA DEMOCRACIRQUE

A l'heure où l'on parle du nouveau millénaire, on constate que comme dans le précédent, les "décideurs" continuent à gagner du fric sur le dos des travailleurs ; les profits des actionnaires flambent toujours. On parle aussi beaucoup de l'Afrique en ce moment. Les camions soit disant humanitaires du Paris Dakar ne feront pas oublier tous les trafic d'armes pour entretenir les dictateurs africains. ◆

Georges. ◆

Cinétiquement vôtre

A TOULOUSE :

CNT-AIT 7 rue St Rémy, 31000

Débat public : "Le mouvement libertaire face aux élections, que fait-on ?". Le 2 février 2001, 20 h 30, au local.

Pour nous rencontrer :

- le dimanche matin, table de presse au marché aux puces, place St Sernin.
- le samedi de 17 à 19 heures, permanence publique au local. (Vous pouvez rencontrer également à ce moment les Jeunes Libertaires).

A MONTAUBAN

Réunion publique le 2ème samedi de chaque mois (en février, le 10) à la Maison du peuple.

Table de presse chaque samedi matin de 10 h 30 à 12 heures sur le marché, place Prax-Paris.

POUR UNE PRESENCE ANARCHO-SYNDICALISTE DANS LE TARN :

Les personnes qui seraient intéressées pour participer à l'organisation de campagnes CNT-AIT dans le Tarn peuvent prendre contact avec notre Union régionale. Un premier débat a déjà été organisé à Castres et d'autres projets sont en cours. Des tables de presse sont déjà organisées occasionnellement dans le département avec diffusion de brochures et du Combat syndicaliste.

Pour contacts : CNT-AIT, BP 158, 82001 Montauban Cédex.

N'oubliez pas de vous abonner.

Françaises, Français, Européennes, Européens, Citoyennes, Citoyens, Madame, Monsieur,
et surtout,

Électrices, Électeurs,

Vous serez très prochainement appelés à voter pour votre équipe municipale :

Ne vous faites pas de souci : c'est facile. Allez dans un bureau de vote. Déposez un bulletin dans une urne. C'est tout ! Ensuite, rentrez chez vous. Dormez tranquillement. Ne posez pas de question. Surtout ne vous occupez plus de rien. On vous réveillera la prochaine fois.

FAITES NOUS CONFIANCE !

Nous sommes honnêtes, la preuve :

- quelques uns d'entre nous ne sont pas encore allés en prison,
- quand l'un d'entre nous y va, il n'y reste jamais très longtemps,
- s'il risque gros, on se vote une petite loi d'amnistie ou les copains payent une caution.

Nous nous sommes occupés des jeunes...

Rien que sur le quartier du Mirail, en moins de deux ans, tous ensemble (droite, gauche, centre, extrême gauche), nous leur avons :

- créé des emplois : près de 80 postes de flic,
- construit un espace social et culturel : le plus grand commissariat de banlieue.

Nous ne nous arrêterons pas en si bon chemin : s'il le faut, nous agrandirons le centre de rétention.

...maintenant, nous commençons à nous occuper des vieux :

Leur durée de vie s'allonge inutilement. Des ouvriers, de simples salariés arrivent désormais facilement à 80, voire 90 ans. C'est un scandale. Nous ne les laisserons pas souffrir inutilement :

- pour leur éviter indigestions et soucis financiers, nous rognons les retraites,
- pour qu'ils ne se trompent plus de gélules, nous rationnons les dépenses de santé,
- pour qu'ils ne restent pas à fainéanter au lit, nous allons supprimer les soins infirmiers à domicile.

Enfin, pour régler définitivement le problème, nous préparons la privatisation des retraites et de la sécurité sociale.

Nous avons fait nos preuves dans la santé publique...

Avec le sang contaminé, plus de la moitié des hémophiles français sont morts : nous avons solutionné d'un coup la moitié du problème de l'hémophilie.

Nous vous promettons d'être tout aussi efficaces avec la vache folle. Nous avons d'ailleurs commencé.

...et dans le domaine économique et social :

N'écoutez pas les râleurs qui prétendent qu'il existe du chômage; que la flexibilité et la précarité s'étendent. Nous sommes sociaux et efficaces :

- Nous avons inventé les 0 heures payées 20, 30, 50 000 Francs par mois et plus*1,
- Nous avons trouvé du travail à nos femmes, nos enfants, nos cousins, nos amis
- Nous ne vous avons pas fait travailler pour rien : jamais vos patrons n'ont été aussi riches.

Nous ne sommes pas racistes. La preuve, nous fréquentons des étrangers :

- nous avons des comptes clandestins en Suisse, à Monaco...
- nous accueillons toujours Duvalier,
- nous partons en vacances à l'île Maurice.

Alors, ne vous laissez pas détourner de votre devoir citoyen par les calomnies d'une poignée d'anarcho-syndicalistes. Faites ce qu'on vous dit. Votez, c'est tout ce qu'on vous demande.

VOTEZ, MEME POUR N'IMPORTE QUI.

DE TOUTES FAÇONS, ON S'ARRANGERA TOUJOURS ENTRE NOUS.

COMME D'HABITUDE.

Comité des Citoyens Pour la Protection des Politicards.

¹ ATTENTION : Les "emplois fictifs" sont réservés à certaines catégories de personnes. Renseignez-vous auprès de vos élus.